

**COMMISSION PERMANENTE DU 18 NOVEMBRE 2020**

**Rapport n° CP 2020-449 :**

**SOUTIEN RÉGIONAL AUX QUARTIERS POPULAIRES ET AUX TERRITOIRES RURAUX  
AFFECTATIONS 2020**

**Texte de l'amendement :**

A l'article 1 de la délibération, remplacer la somme **1 091 500 €** » par « **1 046 500 €** » et supprimer :

DOSSIER N° EX052098 - Promotion des valeurs de la République et du vivre-ensemble par des activités pédagogiques portées par le devoir de mémoire porté par l'Association nationale *Laissez les servir* (LLS)

**Exposé des motifs :**

**Non à la subvention d'une association prosélyte à l'assaut des quartiers populaires**

En novembre 2018, la droite régionale, appuyée par les élus du RN, a voté une subvention de 15 000 € à l'association "Laissez les servir". Nous avons voté contre le financement d'une telle association. Nous vous avons mis en garde sur le projet de cette structure qui s'apparente à une volonté d'embrigadement militariste et catholique traditionaliste afin de remettre sur "le droit chemin" des jeunes issus des quartiers populaires. L'exécutif régional n'en avait tenu aucunement compte. Sans aucun bilan de la subvention allouée en 2018, la droite régionale propose dorénavant de soutenir à hauteur de 45 000 € cette structure contestable.

La « mission » telle que la définit elle-même "Laissez les servir" « *consiste à inviter les jeunes des cités à des séjours leur permettant de découvrir la beauté et la force de l'histoire et de la culture françaises, et finalement de les guérir du ressentiment qu'ils peuvent entretenir vis-à-vis de la France qui les laisse seuls livrés à eux-mêmes, ce qui les rend disponibles aux discours des extrémistes qui occupent le terrain du contenu intellectuel dans un monde très pauvre.* » Une sorte de "Pascal le grand frère" à la sauce militaro-catholique traditionaliste.

Ce rapport messianique qu'entretient l'association avec les jeunes des quartiers populaires est problématique. Les informations à propos de cette structure aboutissent toutes à dresser le portrait d'une association extrêmement fermée :

Militairement de par sa fondation et sa structure mêmes : créée par le Capitaine Abdoulhousen, c'est l' « *amour de la patrie* » sous des contours militaires qui dictent « *le redressement de jeunes perdus de la République* » Pourtant, depuis avril 2013, cette association n'est plus autorisée à porter la tenue militaire dans la cadre des activités qu'elle propose aux plus jeunes. Et quand l'armée interdit au capitaine Abdoulhousen de porter

l'uniforme, le fondateur de « Laissez-les servir » est défendu par une pétition publiée par le journal *La France catholique* comme le rapporte une enquête journalistique qui s'interroge sur cette proximité qui pourrait expliquer que les jeunes lors des camps poncent bénévolement les portes des églises ou nettoient des cimetières ? C'est peut-être cela qui est indiqué par la fiche projet comme "réparation des lieux de mémoire" ? Par ailleurs, que cette association fasse entonner à des enfants, dont certains sont issus de l'immigration, des chants à la gloire de la Coloniale, qui enrôlait des hommes issus des colonies françaises, sent la nostalgie du temps des colonies... Si cela est le type d'activités autour de l'Histoire que la région finance, cela est pour le moins problématique pour la construction d'une histoire commune et plurielle.

Religieusement, et en particulier catholique fondamentaliste : le lien avec l'Église catholique est réel et revendiqué. Sur la couverture de leur page Facebook, la photo d'une rangée de gamins en treillis face à un homme en soutane interpelle. En outre, cette association a participé, en 2018, à « la Nuit du Bien commun », financée et soutenue par la droite régionale francilienne. Cette initiative consistait à lever des fonds issus de différents donateurs pour financer des associations catholiques voir ultra-catholiques, comme Puy du Fou Academy ou Espérance Banlieue. Par ailleurs, le responsable de la coordination de Laissez les servir est Bertrand Chevallier-Chantepie qui est aussi secrétaire général d'une autre association qui organise des stages de re-masculinisation catholique.

Outre le non-respect du principe de laïcité, le prosélytisme catholique très affirmé de cette association devrait amener les conseillers régionaux à mettre fin au soutien à cette association. La Région Île-de-France ne saurait soutenir une telle structure anti-laïcité qui porte un projet militaro-colonialiste pour des jeunes des quartiers populaires qui est aussi inefficace que dangereux pour faire société et qui développe une vision de l'Histoire, du patrimoine français et du civisme à mille lieux des valeurs républicaines.

**Céline MALAISE**  
Présidente de groupe

